

Conseil d'administration du 22 septembre 2020

Point 5.3 – Mise en place du forfait « mobilités durables »

**1/Présentation générale du dispositif**

Depuis le 11 mai 2020, les établissements publics nationaux, les administrations publiques indépendantes et les groupements d'intérêt public principalement financés par des subventions d'État peuvent décider de mettre en œuvre le **forfait « mobilités durables »**.

Ce dispositif prévu par le code du travail (article L. 3261-4) a été étendu à la fonction publique de l'État par **le décret n° 2020-543** relatif au versement du « forfait mobilités durables » dans la fonction publique de l'Etat et son arrêté d'application, tous deux en date du 9 mai 2020 et publiés au Journal officiel du 10 mai 2020.

Ce forfait est versé par l'établissement à ses agents de droit public et vise à favoriser le recours au covoiturage ou au vélo pour les déplacements entre le domicile et le lieu de travail.

Il n'est pas cumulable avec le versement mensuel de remboursement des frais de transport public ou d'abonnement à un service public de location de vélo.

Toutefois, sont exclus du dispositif les agents qui bénéficient :

- d'un logement de fonction sur leur lieu de travail ;
- d'un véhicule de fonction ;
- d'un transport collectif gratuit entre leur domicile et leur lieu de travail ;
- d'un transport gratuit par leur employeur ;
- des dispositions du décret n° 83-588 du 1er juillet 1983 instituant une allocation spéciale en faveur de certains fonctionnaires et agents de l'Etat et des établissements publics à caractère administratif de l'Etat en service à l'intérieur de la zone de compétence de l'autorité organisatrice des transports parisiens qui, en raison de l'importance de leur handicap, ne peuvent utiliser les transports en commun.

L'établissement doit prendre une délibération en conseil d'administration actant de la mise en place de ce dispositif.

**2/Dispositif à Avignon Université**

**Procédure :** l'agent doit attester de son recours au covoiturage (fourniture de justificatif) ou au vélo (soumission à contrôle de l'autorité hiérarchique) et il fournit en ce sens, avant le 31 décembre de l'année au titre duquel le forfait est versé, une attestation sur l'honneur indiquant qu'il a utilisé l'un de ces modes de déplacement pour se rendre à son travail au moins 100 jours dans l'année (à moduler selon la quotité de travail de l'agent).

**Montant :** le versement du forfait intervient l'année suivant celle du dépôt de cette déclaration, et est limité à 200 € par agent.

Le montant du forfait et du nombre de jour d'utilisation du co-voiturage ou du cycle est modulé proportionnellement à la durée de présence de l'agent dans l'année.

**Dispositif transitoire :** pour l'année 2020, le décret précité prévoit un dispositif transitoire qui autorise le cumul du versement du « forfait mobilités durables » et du versement mensuel de remboursement des frais de transports publics ou d'un abonnement à un service public de location de vélos, à condition que leur versement intervienne au titre de périodes distinctes. Dans ce cadre, les seuils sont abaissés à 50 jours minimum de déplacement par covoiturage ou vélo et le forfait ne peut dépasser 100 € au titre de l'année 2020.